

De la cuvette du Haut-Nil aux faubourgs de Khartoum

Les déplacés du Sud-Soudan

Marc Lavergne
Géographe

La problématique du déplacement forcé de population comporte un certain nombre de difficultés spécifiques. En effet, elle implique l'étude d'une rupture et même, d'une double rupture : la première est celle du passage brutal entre une situation « normale », avec ses caractéristiques relativement stables en termes de genre et de niveau de vie, et une situation de déséquilibre grave : celui-ci peut être un basculement soudain dans une situation délicate ou bien une dégradation plus ou moins rapide qui aboutit à une situation intolérable.

C'est alors qu'intervient la seconde rupture, celle de la décision et de la mise en œuvre de la migration, sous la contrainte d'une situation qui n'offre pas d'alternative : la migration forcée est un choix de vie (ou de mort) ; elle est en tout cas vécue comme telle, même si on peut parfois discuter de la rationalité « objective » de ce choix.

La première tâche consiste donc à identifier de manière à peu près fiable les motivations et les circonstances de la décision de quitter le territoire ancestral ; seule cette connaissance permet ensuite d'évaluer les conditions de la migration, à la fois d'un point de vue pratique et d'un point de vue psychique : mouvement de panique et de sauve-qui-peut ou, au contraire, mouvement organisé et structuré, maintien des structures d'encadrement et de cohésion du groupe ou apparition de nouveaux leaders, choix des moyens de déplacement et de transport, du lieu de refuge visé, choix du ou des itinéraires, conditions de ravitaillement, d'hébergement du groupe en chemin... Ces informations sont en général plutôt recueillies et utilisées par les intervenants humanitaires que par les chercheurs ; or, elles fournissent des

indices précieux sur la capacité de réaction du groupe, sur ses stratégies d'adaptation et sur l'attitude du milieu environnant : du rejet à la solidarité avec les victimes, avec leur traduction symbolique ou concrète.

On arrive enfin à l'étude des modalités d'arrivée et d'installation, conduisant éventuellement à terme à une intégration du groupe dans la société d'accueil, ou à un rapatriement au lieu d'origine, une fois les conditions du retour à la normale réunies.

En cours de route, le groupe migrant, tout comme les individus qui le composent, s'est transformé, chacun réagissant d'une manière différente au défi de la migration, en fonction de vécus qui peuvent être très divers. Entrent en jeu non seulement les différences de parcours, de moyens matériels préservés ou acquis, de conditions d'accueil, mais aussi les capacités individuelles, les sexes, les classes d'âge, les niveaux de formation...

Pour le chercheur, ces éléments ne peuvent être établis sans une connaissance minimale du milieu d'accueil, de sa culture, de son mode de vie, de son regard sur le nouvel arrivant, de sa volonté ou de sa capacité à intégrer les concitoyens ou les étrangers frappés par le malheur, sans même parler des orientations politiques qui influencent ce regard et ces comportements de rejet ou d'hospitalité.

Une fois maîtrisée la connaissance de tous ces éléments, se pose la question de leur mise en perspective : une description diachronique ne donnerait que des itinéraires de vie, dont on pourrait éventuellement dresser une typologie. Mais cela ne permettrait pas de mesurer l'impact du phénomène migratoire sur la « fabrique sociale » du groupe ou du pays considéré à travers l'interaction entre les migrants et leur société d'accueil.

Cet article porte sur le cas des migrations forcées subies depuis quatre décennies, de façon récurrente, par les habitants du Sud du Soudan. Ceux-ci sont les protagonistes et les victimes d'une guerre civile qui oppose le gouvernement central à des formations politiques et militaires qui prônent tantôt la sécession du Sud, tantôt l'égalité de tous les Soudanais dans le cadre d'un système laïque et fédéral. Cette guerre civile engendre des tensions ethniques, souvent meurtrières, et des situations de pénurie alimentaire grave. Elle a contraint à peu près l'ensemble des groupes humains du Sud, à un moment ou à un

autre, à migrer pour échapper aux persécutions ou à la famine (Lavergne, 1989).

On pourrait de prime abord se demander ce qui qualifie le géographe pour aborder des questions touchant à l'identité ; celles-ci semblent être plutôt du ressort du psychologue, s'il s'agit de l'identité individuelle, et du sociologue, si l'on considère l'identité d'un groupe social pris dans son ensemble. La psychologie sociale, ou socio-psychologie, paraît ainsi à même de rendre l'ensemble des dimensions identitaires, en saisissant l'interaction entre l'individuel et le collectif. L'identité peut être présentée comme la synthèse de l'ensemble des éléments constituant une personnalité : héritages culturels collectifs, nés et transmis au sein du groupe tribal ou de la famille, autant qu'évolution individuelle qui forment des repères, des ancrages, des adhésions et des rejets, qui ouvrent des potentialités ou posent des interdits.

Le géographe intervient cependant dans cette définition par le biais du territoire, celui-ci étant entendu comme un construit social, dans un temps et une société donnés. C'est en retour le territoire qui permet à un individu ou à un groupe d'affirmer son identité. L'appartenance identitaire se marque par les interactions sociales fortes qui se nouent sur un espace, par des comportements territoriaux qui sont à la base de la vie en société, et qui permettent à chacun de développer son identité par appropriation. Moyen d'affirmer son identité, le territoire est aussi un contexte, il est « porteur de sens » ; les relations socio-spatiales y sont en interrelation dynamique, et il est en cela une des dimensions signifiantes de l'identité. Le géographe a toute sa place dans cette étude des relations socio-spatiales, clés de changements identitaires lorsqu'elles sont bouleversées par une migration forcée.

Le « dépaysement » spatial n'est pas en soi le facteur principal de la mutation identitaire, même s'il ne faut pas négliger l'impact du changement de cadre de vie, de paysage et de climat ; bien plus marquantes sont les conditions dans lesquelles se déroulent les migrations forcées, dans l'angoisse du lendemain, la peur des attaques et la récurrence des brimades. C'est de ces contacts amicaux ou agressifs, de la découverte brutale de comportements, de logiques, de cultures et de valeurs nouvelles que survient le changement. Il ne faut pas négliger non plus la part d'anticipation chez les migrants, en particulier les jeunes, pour

lesquels peut se mêler, à l'urgence de la fuite, le désir de découvrir un monde nouveau et de tenter d'améliorer son sort en ville...

Comment cerner le changement identitaire, processus multiforme et quels sont les éléments de l'identité qui en sont affectés ? Peut-on dégager, sinon des normes, du moins des exemples des conséquences de ces changements en termes de fonctionnement socio-spatial ?

Ce survol montrera que la guerre et ses migrations sont un puissant facteur de changement identitaire, mais dans un sens opposé à celui que voudraient imprimer les sectateurs d'un islam conquérant et niveleur de la diversité ethnique et culturelle du pays. Il est cependant trop tôt pour discerner l'aboutissement, s'il doit y en avoir un, de ce processus profond de gestation d'une nouvelle culture, d'une nouvelle diversité, qui embrasse certes les migrants, mais aussi l'ensemble des populations avec lesquelles ils entrent en contact.

■ Les migrations forcées au Sud-Soudan : un phénomène de grande ampleur et d'origine ancienne

Le Sud-Soudan est le théâtre, depuis le début de sa rébellion contre le pouvoir central en 1955, de migrations forcées massives, multiformes et multidirectionnelles. Ces migrations ont des conséquences profondes sur l'identité des populations concernées ; mais le changement se décline à différents niveaux : celui des individus ou des groupes, dont les représentations et les solidarités ont changé de nature et de sens, et enfin de l'entité Sud-Soudan tout entière, dont les contours, les objectifs, les formes d'organisation et le rôle ont changé.

Surtout, la difficulté pour le chercheur réside dans la distinction entre ce qui, dans le changement identitaire, relève de la migration et ce qui relève d'une évolution qui aurait eu lieu de toutes façons, et qu'on pourrait pour l'instant englober d'un terme que nous voulons « neutre » et technique, celui de « modernisation ». En effet, le changement identitaire est un processus continu, permanent, qui procède de mécanismes internes à la société, ou d'influences extérieures, et dont la

migration contrainte par la guerre ne fait que perturber, freiner, accélérer ou détourner le cours.

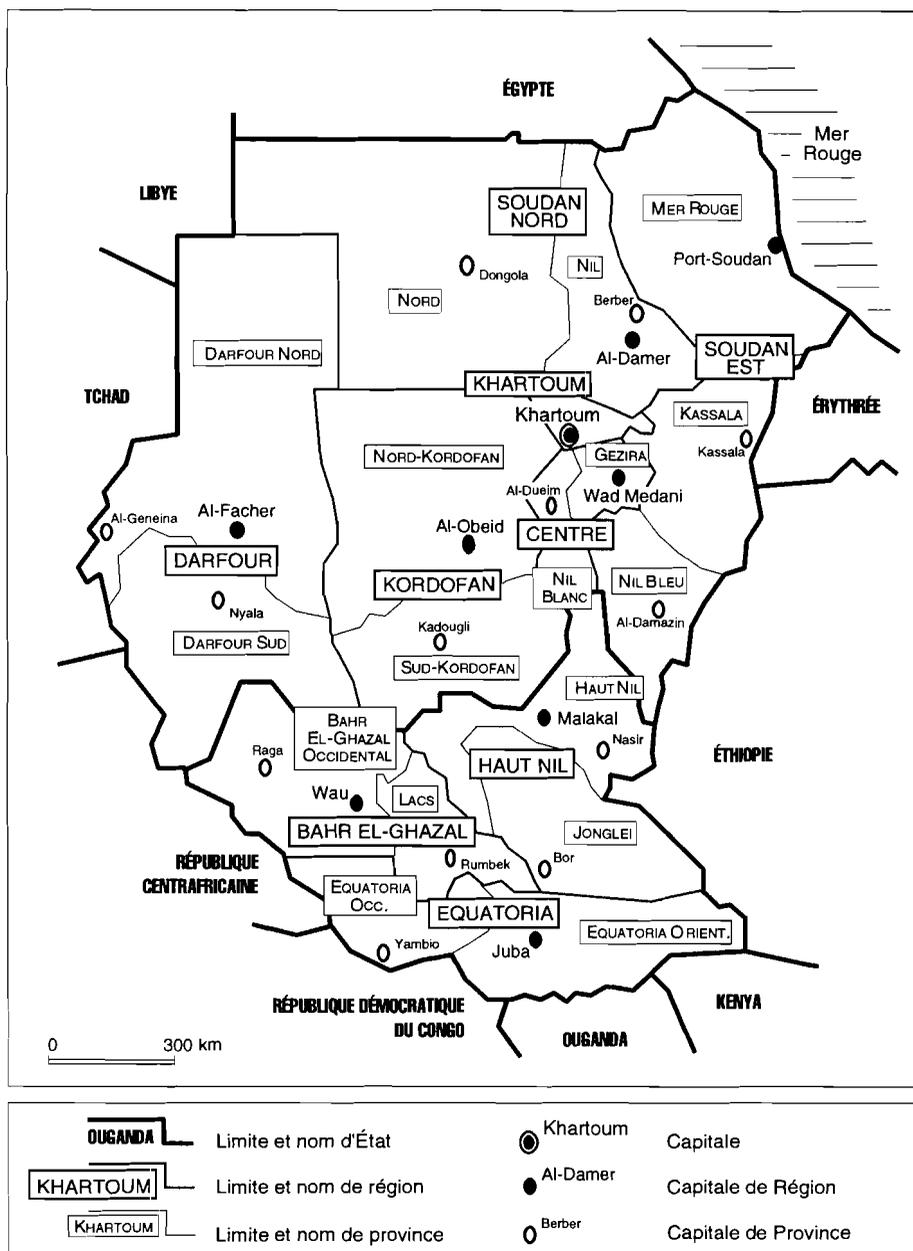
Pour situer le problème et son ordre de grandeur, précisons simplement que le Sud-Soudan est une entité administrative délimitée par le condominium anglo-égyptien (1899-1956), et maintenue sous diverses formes depuis l'Indépendance. Il couvre 650 000 km² (total de la superficie du Soudan : 5,5 millions de km²) et abriterait aujourd'hui sept à huit millions d'habitants¹ sur environ 30 millions au total (figure 1).

Le Sud-Soudan, peuplé d'ethnies négro-africaines, encore largement animistes (même si la christianisation et l'islamisation y progressent), est couramment opposé au Nord en majorité arabisé et islamisé ; mais il n'en est pas moins très divers. Les ethnologues européens y ont recensé plus d'une centaine de langues et dialectes (Miller, 1989). On distingue les peuples nilotiques, généralement de grands groupes de nomades, éleveurs de bovins dans la cuvette marécageuse du Haut-Nil et ses alentours, divisés en clans autonomes, et de petites ethnies de paysans sédentaires installées dans les savanes arborées qui jouxtent les frontières méridionales du pays.

Le premier caractère des migrations forcées qui frappent ces peuples est leur ampleur ; et encore, on ne peut procéder que par estimations, le flux des migrants n'étant pas interrompu à ce jour, et les migrants arrivés à destination étant toujours susceptibles de se déplacer à nouveau, qu'ils soient chassés par les autorités ou qu'ils cherchent un asile plus accueillant.

Selon Amnesty international (1995), près de trois millions de Sudistes seraient chassés de chez eux ; leur nombre était estimé à 2,5 millions en 1989, dont 1,6 million installé à Khartoum et 200 000 à Juba, leur nombre passant à 3,1 millions au début de 1990. Recensant tous les

¹ La population exacte du sud n'est pas connue, car les recensements successifs ont été perturbés par la guerre : en 1973, la population n'avait pas encore entièrement regagné ses foyers après les accords de paix d'Addis-Abeba de 1972 ; en 1983, la guerre civile venait de reprendre en mai avec la création de la Sudan People's Liberation Army et elle faisait rage en 1993, date à laquelle plusieurs millions de Sudistes avaient fui les zones de guerre ; d'autre part, les autorités de Khartoum ont toujours eu tendance à minimiser la part des Sudistes dans la population totale.



Cartographie : Florence TROIN, URBAMA, 1998.

Figure 1
Carte administrative du Soudan en 1983.

déplacés² à l'intérieur du Soudan selon leur lieu de destination, Tayssir Ibrahim el Fahal (1990) propose les chiffres suivants :

Nord -Soudan		Sud-Soudan	
Khartoum	1,627	Haut-Nil	0,18
Kordofan	0,3	Bahr el-Ghazal	0,17
Darfour	0,17	Equatoria	0,35
Centre	0,4		
Nord	0,165		
Est	0,175		

■ Tableau 1
Population déplacée au Soudan
(en millions) (voir figure 2).

L'ampleur de ces déplacements peut être mise en regard du nombre des victimes de la guerre : pour Amnesty international, il atteindrait 1,3 million entre mai 1983 et mai 1994. Selon l'ONU, la famine causée par la guerre aurait fait 250 000 victimes au sud durant la seule année 1988.

Les migrations forcées sont une pratique ancienne dans les stratégies de survie des populations du Sud-Soudan. Sans que l'on puisse remonter plus haut, le XIX^e siècle a été une époque d'intenses razzias d'esclaves par des armées de trafiquants arabes, mais aussi européens, qui ont contraint les populations visées, déchirées entre elles par des guerres dont l'objectif était la capture d'esclaves, à se déplacer continuellement, avec les destructurations / restructurations correspondantes, dans les champs économique, social et culturel (Fawzy, 1991). Si la *pax britannica* a été une relative période de stabilisation (mais la « pacification » coloniale a été particulièrement meurtrière pour les tribus nilotiques et leurs troupeaux de bétail décimés par l'aviation britannique jusque dans les années 1930), la guerre civile déclenchée en 1955 par le mouvement indépendantiste *Anyanya*, avait fait 500 000 morts, provoqué le déplacement de 500 000 personnes à l'intérieur et en avait chassé 500 000 autres dans les pays voisins jusqu'aux accords de paix d'Addis-Abeba en 1972.

² Une distinction juridique doit être faite entre les déplacés (*nazihin*) de nationalité soudanaise installés à l'intérieur des frontières du pays, et les réfugiés (*laj'in*) qui ont trouvé abri dans les pays voisins, ou qui, originaires des pays voisins, ont trouvé refuge au Soudan.

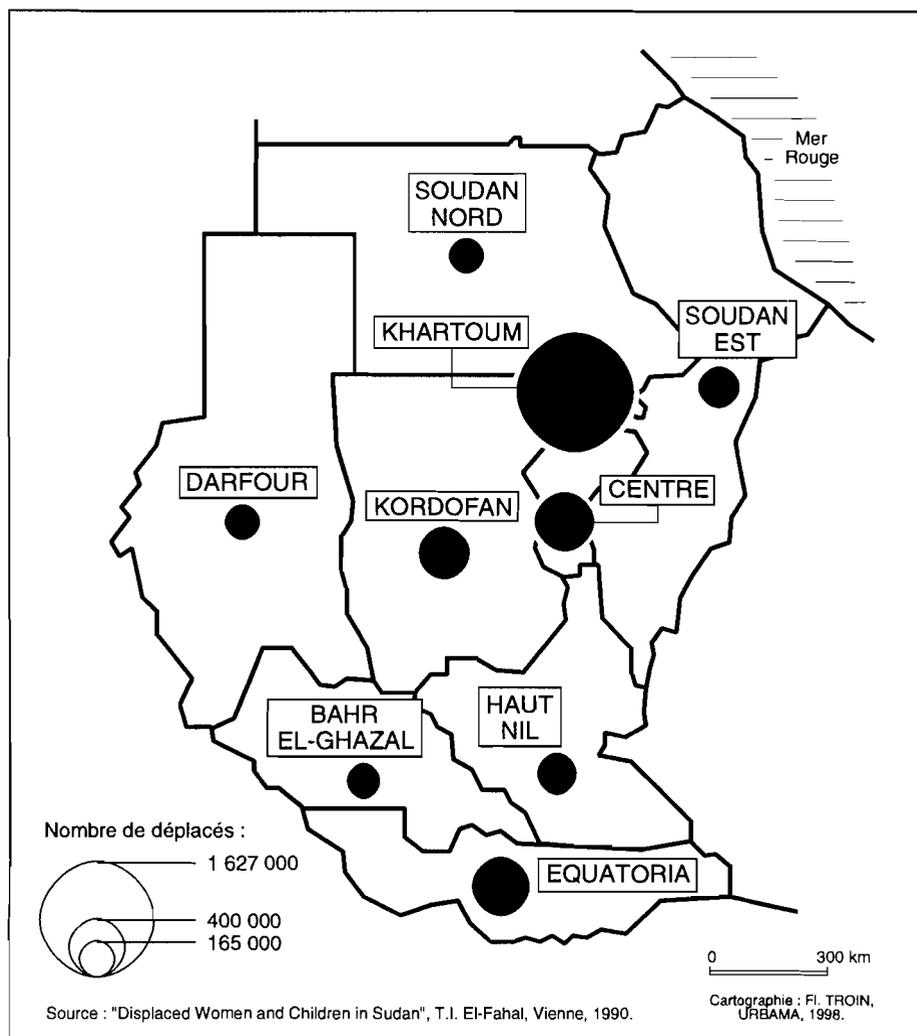


Figure 2
La population déplacée au Soudan par région (1990).

Enfin, ces migrations forcées ont concerné des peuples dits « primitifs » : les Britanniques ne parlaient-ils pas du Sud-Soudan comme d'un « zoo humain » (Collins, 1983) ? Les conséquences sur l'identité de ces peuples n'en ont été que plus perturbantes. On ne peut plus envisager les Sud-Soudanais d'aujourd'hui en se référant aux écrits

des anthropologues des années 1930 comme Evans-Pritchard, dont le regard était déjà biaisé par les préjugés de l'époque sur un « état primitif » imaginé, alors que les premiers contacts avec la technologie occidentale dataient déjà du milieu du XIX^e siècle et surtout que la complexité des constructions et des représentations mentales et sociales de ces sociétés n'ont rien de « primitif ». La colonisation britannique a eu pour politique à l'égard du Sud-Soudan l'isolement et l'interdiction des contacts avec le Nord arabo-musulman (politique des « closed districts »), ainsi que l'ouverture aux efforts missionnaires chrétiens. Compte tenu de l'intensité des contacts antérieurs entre le Nord et le Sud, à travers le commerce de traite (non seulement les esclaves, mais aussi l'ivoire, les plumes d'autruche, la poudre d'or), cette politique de préservation d'une identité imaginaire était largement artificielle.

Les changements identitaires se sont poursuivis durant cette politique, à travers la présence missionnaire et la christianisation d'une partie des « élites », les contacts avec l'embryon d'administration coloniale et l'unique projet de développement cotonnier du « Zandé scheme » (Catford, 1953) lancé sur le tard pour propulser les Sud-Soudanais dans l'économie moderne. Après l'Indépendance, l'intégration forcée dans l'ensemble soudanais dominé depuis Khartoum a entraîné la naissance d'une classe de cadres éduqués à l'occidentale et l'implantation d'une administration autonome entre 1972 et 1983³ a développé le rôle de cette catégorie de responsables ainsi que celui des employés et ouvriers des quelques entreprises installées pour développer le Sud.

Le changement identitaire est donc une constante de l'histoire contemporaine du Sud-Soudan. Ce qui doit retenir l'attention est non pas son absence, mais au contraire sa rapidité, en dehors même des temps de guerre et de migration forcée.

³ Durée de l'existence d'une « Région autonome du Sud-Soudan » créée à la suite des Accords d'Addis-Abeba et qui comportait un Exécutif et une Assemblée législative installés à Juba et dotés de larges pouvoirs de gestion interne.

I Les chemins de la migration

Au Sud proprement dit, aucune zone n'a été épargnée par la guerre, si ce n'est le pays zandé, qui couvre la majeure partie de l'Equatoria occidental, à la frontière du Zaïre ; les théâtres d'opération varient d'une campagne à l'autre, avec des mouvements de flux et de reflux des adversaires : de 1983 à 1991 environ, la rébellion a eu l'offensive, ne laissant aux mains du gouvernement que les capitales provinciales et les garnisons solidement retranchées ; de 1991 à 1994, avec la chute du protecteur éthiopien et la défection de plusieurs cadres importants du Sudan People's Liberation Army (SPLA), l'armée gouvernementale, rééquipée et galvanisée par le régime islamiste installé à Khartoum en juin 1989, a repris le dessus, repoussant la rébellion aux frontières de l'Ouganda et du Zaïre. Depuis 1994, un nouveau retournement a eu lieu, avec l'épuisement de l'armée gouvernementale, l'échec des milices tribales et le renforcement de la rébellion par des soutiens internationaux : les forces du SPLA ont repris le contrôle de la majeure partie du terrain, les forces gouvernementales restant retranchées dans les grands centres et le long des principaux axes de communication fluviaux, ferroviaires ou routiers.

Les populations civiles ont été bousculées par ces va-et-vient des zones de combat, mais surtout par l'action des milices supplétives chargées par le gouvernement de mener une politique de terre brûlée. Ces milices sont de deux sortes : soit des milices formées dans les groupes nomades arabisés et islamisés de la zone sahélienne, les Baggara Messiriya, Rizeigat, Hawazma, etc., regroupés sous le vocable générique de « *mourahilin* », soit des milices tribales formées dans des groupes ethniques sudistes opposés aux forces engagées dans la guérilla : milices Nuer (*Anyanya*), Mundari, Fertit, etc.

Les premières ont surtout dévasté le Nord du Bahr el-Ghazal, razziant le bétail, incendiant les villages et capturant les femmes et les enfants dinka pour les réduire en esclavage. Les secondes, comme celles des Fertit autour de Wau, ou celles des Nuer sur les villages dinka du Haut-Nil, lors de la scission du SPLA en mai 1991, ont également poursuivi la pratique ancienne du vol de bétail et ont commis de terribles massacres.

Les déplacements provoqués par ces opérations de guerre se sont produits dans plusieurs directions :

- vers les villes tenues par l'armée gouvernementale, pour y bénéficier d'une relative sécurité et des distributions de nourriture de l'Opération Lifeline Sudan déclenchée par l'ONU à partir de 1991 ; Juba, la « capitale » du Sud, compterait 350 000 habitants ; Wau, chef-lieu du Bahr el-Ghazal, 180 000 et Malakal, chef-lieu du Haut-Nil, environ 150 000 ;
- vers les havres de sécurité des pays voisins, l'Éthiopie et l'Ouganda, où des camps de réfugiés les ont accueillis ; les camps de Gambela, dans la province d'Illubabor, en Éthiopie, auraient accueilli 360 000 réfugiés et ceux de Moyo, en Ouganda, à peu près autant ;
- vers des régions difficiles d'accès, comme les Monts Imatong, culminant à plus de 3000 m à la frontière de l'Ouganda ;
- enfin, vers les grandes villes du nord du pays et surtout les faubourgs de la capitale, Khartoum. Celle-ci compterait entre 1,5 et deux millions de déplacés originaires du Sud, dans de multiples camps et bidonvilles plus ou moins organisés, contrôlés et assistés, aux périphéries désertiques de la ville. Mais d'autres villes plus proches du Sud, comme Kosti sur le Nil Blanc, Meiram, Babanoussa ou El-Daeïn, aux confins du Kordofan et du Darfour, serviraient de lieux de ralliement à plusieurs centaines de milliers de déplacés (environ 150 000 habitants à El-Daeïn seulement).

Les conséquences de la migration forcée

Le déplacement est avant tout un changement de mode de vie. Celui-ci se décline de plusieurs façons :

- un changement de milieu : les migrants sont pour la plupart des nomades éleveurs de bétail dans les « cattle-camps »⁴ de la cuvette

⁴ Enclos entouré d'épineux qui abrite les cases des hommes et leurs troupeaux qui y sont regroupés la nuit. C'est aussi le lieu, qui se déplace au gré des transhumances, de la vie sociale des pasteurs nilotiques.

du Haut-Nil. Ils sont brutalement privés de leur bétail, razié ou abattu, qui formait le centre de leur système socio-spatial⁵. Ils se trouvent soudainement plongés dans des univers inconnus, qu'il s'agisse des clairières d'altitude, noyées de brume, des Monts Imatong, des camps du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), des villes de garnison du Sud, ou des agglomérations de la steppe aride du Nord, en milieu arabo-musulman ;

– un changement de moyens d'existence : d'autosuffisants, les migrants deviennent soudain dépendants. Dans les camps de réfugiés et les villes encerclées du Sud, ainsi que dans quelques camps du Nord, ils sont pris en charge par des organisations humanitaires. Oisifs, prostrés, ils doivent s'adapter à de nouveaux rythmes, de nouveaux voisins, une nouvelle nourriture. Mais cette aide internationale ne suffit pas : si les réfugiés à l'extérieur sont entièrement pris en charge dans les camps, étant éloignés des centres urbains où il leur est théoriquement interdit de travailler, il n'en va pas de même au Soudan, où le UNHCR n'intervient pas pour les déplacés. Dans les villes du Sud comme dans celles du Nord, la lutte pour la survie est rude : le choix des occupations possibles est limité (trafics divers, un peu d'agriculture maraîchère, prostitution, fabrication artisanale d'alcool), même s'il est plus varié dans les villes du Nord, dont le tissu économique et humain est plus diversifié.

Lorsque les déplacés s'installent dans un milieu comparable à leur terroir d'origine, leur comportement économique se transforme également : rassemblés en groupes compacts, ils exercent des prélèvements excessifs sur l'environnement (déforestation pour le bois de cuisson ou pour se construire des abris, surpâturage, surexploitation agricole). Alors que leur économie pastorale de transhumance est fondée sur une exploitation rationnelle et équilibrée de l'environnement, ils sont contraints de se transformer en prédateurs insouciants du lendemain, devant l'urgence de la survie et le découplage qui se fait entre activités nourricières et vie socioculturelle globale. C'est ainsi que la relation à la vache, hier fondée sur le respect de l'animal dont la viande n'était pas consommée, se banalise et se réifie.

⁵ La vache est au centre de l'univers des Nilotes : à la base de leur économie, elle est dotée d'une personnalité quasi-humaine et ses besoins sont le facteur déterminant des comportements socio-spatiaux. La cosmogonie et la culture complètent un système cohérent tout entier forgé sur la symbiose entre l'homme et l'animal.

– un changement de statut : une partie des migrants, vivant en autarcie à l'écart des postes administratifs, n'avait qu'une connaissance théorique et lointaine de l'existence d'un État soudanais. La guerre leur fait découvrir la violence, que celui-ci déchaîne à leur rencontre, et leur statut de citoyens de second rang, en butte en tant que Sudistes animistes ou chrétiens à diverses réglementations qui n'ont aucun sens dans leur culture. Si l'enjeu de la guerre les dépasse dans un premier temps, ils en viennent vite à comprendre que leur existence même est en jeu, car ils constituent des obstacles à la colonisation économique du Sud par le pouvoir central : la guerre a en effet éclaté autour du contrôle des eaux du Nil (canal de Jongleï) et des richesses pétrolières inventoriées (concessions Total de Bor et Chevron de Bentiu).

Ceux qui se sont déplacés au Nord découvrent un autre Soudan, d'autres Soudanais, ceux qu'ils appellent traditionnellement les « *Jallaba* », nom donné jadis aux marchands « arabes » originaires de la vallée du Nil (Dongola) et installés dans les petits postes du Sud où ils pratiquaient le commerce de traite. Dans ce nouvel environnement où ils sont à la fois minoritaires et considérés comme inférieurs, – le terme « politiquement incorrect » dont ils étaient naguère qualifiés, « *abid* » (esclaves), est encore parfois utilisé par les vieux Soudanais du Nord hors de leur présence –, ils font l'expérience non seulement de la diversité ethno-culturelle du Soudan, mais aussi de celle de leur infériorité statutaire, inscrite dans les mentalités et les comportements bien plus sûrement que dans les textes. Il faut faire une mention à part, à ce sujet, de la recrudescence de l'esclavage parmi ces populations déracinées : les milices arabo-musulmanes capturent femmes et enfants, soit pour en tirer rançon, soit pour les utiliser dans les travaux domestiques, aux champs ou pour un usage sexuel. Il y aurait aujourd'hui près de 100 000 esclaves captifs de ce type dans l'Ouest du pays, au su et au vu des autorités.

La fuite à l'étranger donne une expérience différente : elle fait prendre conscience de sa citoyenneté au moment même où l'on en est privé. Elle donne accès au statut, avalisé ou non par l'ONU (et dans le premier cas garant de certains droits jusque-là inconnus) de réfugié. C'est l'occasion d'apprendre aussi le rôle de la frontière, ligne imaginaire à la fois protectrice et génératrice de possibilités d'échanges et de profits.

Conscience de soi et pratique de l'autre

D'une manière plus large, la migration est l'occasion d'une prise de conscience politique, au sens large. La guerre est l'occasion d'un brassage entre groupes sudistes, confrontés les uns aux autres sur une échelle bien plus vaste que naguère. Cette confrontation s'opère soit de manière pacifique, des groupes différents partageant un sort commun, soit dans la violence, lorsqu'ils se trouvent dressés face à face pour l'appropriation de pâturages, de troupeaux, de ressources. Il faut signaler que, de plus, dans les deux principaux camps qui s'affrontent – la rébellion et l'armée gouvernementale – les combattants d'origine sudiste sont majoritaires : si, dans la rébellion, on peut supposer que les combattants sont mus par un idéal de libération et de justice, ceux qui s'enrôlent dans l'armée gouvernementale le font essentiellement pour nourrir leur famille installée dans le Sud ou déplacée au Nord, ou bien ont été enrôlés de force, comme il est courant.

D'autre part, les Sudistes se trouvent dans un contact étroit et vital avec un monde extérieur qui impose ses propres normes avec toute sa brutalité. Les déplacés découvrent la toute-puissance de la technicité moderne : technologie guerrière ou humanitaire, bénéfique ou maléfique, qui introduit un choc dans sa disproportion, non seulement par rapport aux moyens dont disposent ces sociétés, mais aussi par rapport à ce qu'elles pouvaient connaître de la technologie moderne avant la guerre. La puissance de feu est certes impressionnante, tant du côté de l'armée régulière, avec ses bombardiers Antonov qui sèment la terreur dans les villages et les camps, que de celui des rebelles qui disposent de Kalashnikov ou de RPG-7 et même de chars lourds qui ont remplacé les arcs, les flèches et les lances de leurs pères. Dans les camps de réfugiés à l'étranger, les groupes de guérilla recrutent des combattants et leur apprennent à situer leur destin dans celui d'entités nouvelles : des mouvements de libération armés porteurs de slogans « modernes » (socialisme, fédéralisme, laïcité) qui n'avaient pas de sens dans le système traditionnel. Ces slogans désignent l'ennemi, non plus comme l'Arabe razzieur d'esclaves du siècle passé, mais selon des qualificatifs déconnectés de la réalité tribale ou confes-

sionnelle immédiatement perceptible (Front national islamique, compagnies pétrolières étrangères, Forces de défense populaire).

Comme l'armée gouvernementale et l'appareil administratif qui l'épaule au Sud, dans le cadre de la politique de « Peace from within », le SPLA et les autres groupes armés sont des vecteurs de modernité. Leur structure, leur hiérarchie bousculent et remplacent celles des sociétés tribales, mises à mal par la migration, discréditées par leur incapacité à assurer la protection et la stabilité du groupe. Les nouvelles élites qui émergent de la guerre sont passées par l'éducation moderne, les formations professionnelles, le métier des armes, et sont rompues aux contacts avec le monde extérieur. Elles sont passées soit par l'École militaire, soit par l'université de Khartoum, formations complétées par des stages à l'étranger, tout comme celles de leurs « collègues » du camp gouvernemental.

La migration forcée débouche aussi sur la découverte du monde des Blancs : non plus les missionnaires ou les administrateurs coloniaux, enracinés dans le pays et revêtus d'une dimension individuelle, mais les agents interchangeable et lointains des ONG et de la galaxie onusienne, avec la toute-puissance de leur technologie et de leur gestion. Mais en même temps, ces nouveaux venus dans les fourgons de l'Opération Lifeline Sudan, depuis 1991, révèlent les faiblesses de leur système : leur impuissance à arrêter la guerre et même à en atténuer les effets, leur implication parfois dans le conflit, le gaspillage et la corruption, le carriérisme des responsables des agences onusiennes de Nairobi et le comportement parfois maladroit des membres des ONG qui officient au Sud-Soudan dans de multiples domaines : aide aux enfants, aux blessés, aux affamés, aux malades, aux handicapés.

Pour les Sud-Soudanais, qu'ils soient employés dans ce monde de l'Humanitaire ou qu'ils soient les récipiendaires de l'aide, cette confrontation permet de relativiser la supériorité technique et organisationnelle au vu des déficiences humaines et en terme de résultats. Ils peuvent ainsi édifier un système où leur infériorité intériorisée depuis des décennies se trouve compensée par les possibilités de se positionner de manière autonome dans ce système et d'en tirer des avantages d'une manière pragmatique. Le regard sur les Blancs et sur le monde qu'ils incarnent devient plus nuancé, plus complexe, et il en va de même pour l'ensemble du monde extérieur. La migration

transformée en émigration donne parfois accès à une éducation, soit dans les camps, soit dans un autre système scolaire, comme ce fut en particulier le cas des réfugiés en Ouganda lors de la première guerre du Sud-Soudan, où l'université de Makerere forma en anglais toute une génération d'intellectuels sudistes.

L'un des aspects les plus surprenants de la migration forcée est qu'elle conduit la majorité des déplacés vers le Nord du pays, d'où proviennent pourtant tous les malheurs qui frappent le Sud. Pourquoi les Sudistes menacés se réfugient-ils en masse au Nord et quelles sont les conséquences de ce choix sur leur identité, en tant qu'individus ou groupes ?

Une première réponse est apportée par la situation objectivement meilleure au Nord qu'au Sud : il y règne un État de droit relatif, comparé à la loi de la jungle qui règne au Sud, livré aux razzias et aux tueries de l'armée, des milices tribales, des Forces de Défense Populaire et des éléments incontrôlés du SPLA.

Un deuxième ordre de raisons tient à l'image que les Sudistes peuvent avoir de la situation au Nord où la population n'apparaît pas comme homogène et tout entière rangée derrière la bannière arabo-islamiste. D'autre part, il ne faut pas oublier l'attrait que peut exercer la capitale, porte d'entrée de la modernité dans le pays, même si c'est dans une version islamique. Pour les intéressés, comme dans le reste de l'Afrique subsaharienne, l'islam progresse parce qu'il est perçu d'abord comme le véhicule d'une culture considérée comme modernisatrice, porteuse d'unification et d'ouverture culturelle.

Les déplacés se concentrent dans toute la bande sahélienne et autour de Khartoum ; ce sont surtout des originaires du Bahr el-Ghazal, province occidentale du Sud, desservie par le chemin de fer qui parvient à Wau, sa capitale. Les villes situées le long de la voie ont toutes vu leur population exploser, cette province étant la plus vulnérable aux attaques des milices, arrêtées ailleurs par les marais de la cuvette du Haut-Nil. Babanousa, Mougla, Meiram et Abyei sont cernées de vastes camps de tentes et de huttes et Al-Daein atteindrait 150 000 habitants. Mais on trouve des Sudistes en quête d'embauche jusqu'à Port-Soudan et dans les bourgades de la vallée du Nil. Plus que dans ces villes ou dans celles du Sud, qui sont de véritables camps retranchés, c'est à Khartoum et dans sa ceinture de misère que se fait l'apprentissage de la vie urbaine.

■ L'installation à Khartoum : vers une nouvelle identité sudiste

Les aspects matériels de l'arrivée et de l'installation à Khartoum, dans des camps de déplacés ou des zones squatterisées (figure 3), ont été décrits ailleurs sous leurs aspects humanitaires, juridiques et politiques (cf. rapports annuels de Médecins Sans Frontières « Populations en danger » MSF).

Le changement identitaire est lié au passage d'un milieu rural, souvent nomade, au monde d'une grande ville plurimillionnaire, située de plus dans un milieu climatique très différent. Aux bouleversements liés à la perte du mode de vie et aux traumatismes psychologiques, s'ajoutent ceux qui sont dus à l'installation précaire en milieu hostile. Les singularités du cas des Sud-Soudanais, si on le compare à celui d'autres groupes confrontés à la même situation, tient à l'écroulement de tous les repères qui structurent leur vie : en effet, leur identité est fondée sur l'appartenance au groupe, à une classe d'âge, au clan, dans un milieu géographique précis, celui de l'écosystème de la savane. Le déplacé endure une désagrégation de soi et du monde, dans la vie dégradante et dépourvue de signification des camps et des bidonvilles ; son savoir ancestral d'éleveur de bovins ou d'agriculteur a perdu toute utilité et n'est plus transmis aux jeunes qui grandissent dans ce nouvel univers. L'alcoolisme et la drogue font des ravages, le vol pour les garçons et la prostitution pour les filles deviennent presque des issues obligées, ou bien c'est l'acceptation d'un statut d'esclave domestique en échange du gîte et du couvert, dans une famille citadine.

En effet, la société urbaine du Nord considère ces déplacés avec condescendance, souvent avec mépris, parfois même avec animosité lorsqu'elle est sensible à la propagande gouvernementale qui voit en eux une cinquième colonne infiltrée dans la ville pour la subvertir. Dans ce contexte, les liens familiaux ont du mal à résister. La grande majorité des foyers est monoparentale⁶, constitués d'une femme et

⁶ Le ratio des adultes déplacés est de 9 femmes pour un homme à Khartoum. En 1987, on comptait 14 % de femmes mariées, 15 % abandonnées, 12 % divorcées, 38 % célibataires et 21 % veuves.

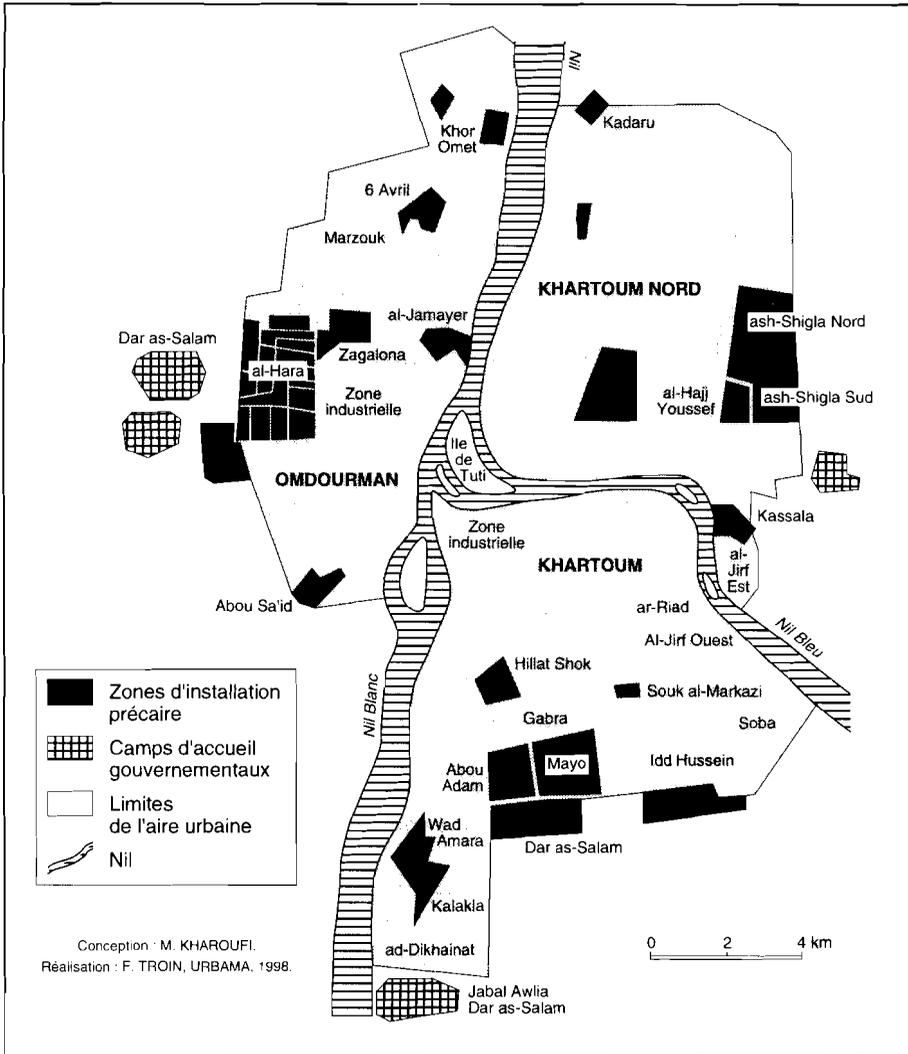


Figure 3
Quartiers spontanés et camps de déplacés à Khartoum.

de ses enfants. De nombreux enfants quittent tôt le foyer qui ne peut subvenir à leurs besoins et qui surtout ne transmet plus de culture ni de normes. Les enfants se regroupent en bandes vivant dans les rues, à la merci des délinquants, de la police et des services de recrutement forcé dans l'armée.

H. Abderrahman (1992) montre bien, sur un mode anecdotique, la façon dont le groupe Acholi⁷ ressent la transplantation. Il était traditionnellement interdit à un couple de vivre sous le toit de ses beaux-parents ; or, en ville, étant donné la difficulté de se loger, c'est désormais admis et la famille élargie partage parfois une même pièce ; si cela entraîne une promiscuité inconfortable, et surtout indigne et indécente, cela permet en revanche d'éviter l'éclatement du groupe, et contribue à donner un sentiment de sécurité. D'autres coutumes disparaissent ou sont prétendument reportées à des jours meilleurs. C'est le cas des cérémonies qui accompagnent les naissances et requièrent des nourritures spéciales : elles sont repoussées jusqu'au retour au pays, mais le bébé à protéger du mauvais œil sera peut-être devenu un adulte !

Lors des funérailles, les voisins aident traditionnellement à l'accueil des invités mais, aujourd'hui, le voisinage est composite et n'entretient souvent pas de lien parental, ni même tribal, avec la famille du défunt, tandis que les proches sont dispersés dans l'ensemble de l'agglomération, à des heures de transport en commun. Selon la tradition, les visiteurs doivent être accueillis par des libations de *mérisa* (bière de sorgho) or la fabrication et la consommation d'alcool sont interdites et il se peut que « les voisins n'aiment pas l'odeur » (*sic*). Les hôtes sont donc contraints, soit d'enfreindre une loi qui va à l'encontre d'une coutume sacrée, soit de s'y soumettre et de servir du jus de fruit, ce qui les couvre de honte.

Face à la disparition de toute autorité légitime au sein du groupe, la question se pose de savoir ce qui est désormais licite et ce qui ne l'est pas, compte tenu des circonstances. En fait, il se dégage souvent un consensus social qui vise à l'adaptation la meilleure possible. Les groupes déplacés manifestent alors une capacité d'invention et une

⁷ Une tribu d'agriculteurs de la région d'Equatoria, à cheval entre le Soudan et l'Ouganda.

vitalité surprenantes. Il est en effet vital, sur le plan matériel, de reconstruire immédiatement une identité de survie dans un univers totalement nouveau : celui de la débrouille, du travail salarié dans la grande ville où il est impératif de bâtir dans l'urgence de nouvelles solidarités avec ceux qui partagent la même situation, sans appartenir nécessairement au même groupe, et de nouveaux modes de coexistence avec les Soudanais du Nord, premiers occupants de la ville et détenteurs du pouvoir.

Mais il est aussi important, sur le plan psychologique et culturel, de se reconstruire des valeurs et des règles qui fassent le lien entre l'héritage transplanté et ce qui est acceptable pour le nouvel environnement. Ainsi, le rôle des voisins est désormais crucial : le regard de l'autre détermine la conduite qui permettra de se conformer à la règle sociale dominante, en vue de s'intégrer. Cependant, les chemins qui mènent à cette intégration et qui permettent de la doser au mieux des aspirations et des concessions de chacun, sont hasardeux et font appel à des trésors de subtilité. Aussi, les femmes du quartier enquêté avaient-elles décidé d'adopter la coutume arabo-musulmane en cas de deuil, c'est-à-dire de se couvrir la tête de cendres et de sable, de déchirer leurs habits et de se rouler par terre en gémissant ; mais les voisins arabo-musulmans considèrent ce comportement d'un air surpris et réprobateur ; les femmes, qui n'étaient elles-mêmes pas très convaincues, revinrent à leurs pratiques coutumières.

L'adaptation se fait donc, douloureusement le plus souvent, en passant par un changement identitaire qui n'est pas, loin de là, assimilation au groupe nordiste dominant, mais qui, au contraire, entraîne aussi, de façon souterraine, inconsciente, une transformation de l'identité nordiste. Les femmes, chefs de famille, prennent en main le destin et la survie du groupe : elles fabriquent de la *mérissa* et de l'*aragi* (alcool blanc tiré de la distillation des dattes), se prostituent, vendent du thé ou de la pâte d'arachide sur les trottoirs, font des ménages, ouvrent de petites échoppes sous un auvent de sacs d'aide alimentaire. Dans les camps et les bidonvilles, se met en place progressivement, et malgré les destructions des forces de l'ordre, toute une micro-économie de petits échanges de services et de marchandises. C'est donc par les marges que se fait l'intégration économique, et même par des activités illicites, mais qui sont, *volens nolens*, indispensables au fonctionnement de la société arabo-musulmane du Nord.

Une partie des hommes trouve un débouché dans les rangs inférieurs des services de l'État : éboueurs, cantonniers, gardiens de prison, policiers, soldats. Le port de l'uniforme, la détention d'une parcelle infime d'autorité, la maîtrise même rudimentaire de la langue arabe et de codes de comportement dominants peuvent les investir d'un rôle de médiateurs entre leur groupe et les autorités. Ils en assurent la protection en cas de menace d'expulsion, d'extorsion de fonds, ou pour obtenir des services municipaux ou de l'État le raccordement aux conduites d'eau, le ramassage des ordures, la pose d'une ligne de courant, le goudronnage d'une voie d'accès... Parmi les nouveaux leaders de la communauté émergent aussi les instituteurs, eux aussi déplacés, ou toute personne alphabétisée en anglais ou en arabe ; certains de ces instruits sont des convertis à l'islam, sincères ou arrivistes. Ils s'arrogent alors une autorité appuyée sur leurs connections dans l'appareil d'État et auprès des organisations non-gouvernementales islamiques, acquièrent des moyens financiers supérieurs aux autres et se différencient par l'adoption de vêtements et d'attitudes copiées sur celles des Soudanais arabo-musulmans : *jallabiya* blanche, *imma* comme couvre-chef, *markoub* (sandales de cuir fourrées de poils de chat sauvage) aux pieds.

La société tente ainsi de se restructurer autour de leaders, qui sont rarement les Anciens comme dans le Sud. Les autorités poussent, elles-mêmes, à l'émergence d'interlocuteurs qu'elles nomment les sultans : chaque camp, chaque quartier a ainsi son sultan dinka, shillouk, dont l'autorité ne repose que sur ses capacités personnelles. Ces leaders n'ont pas de moyens financiers ni de légitimité leur permettant de constituer une clientèle, surtout dans des sociétés réputées acéphales, comme les peuples de pasteurs itinérants nilotiques. Du côté des églises chrétiennes, on assiste à la même volonté de la base de recréer un semblant d'ordre protecteur : les fidèles construisent des églises, des prêtres autoproclamés célèbrent le culte en attendant une reconnaissance officielle de la hiérarchie ecclésiastique, s'affublent des habits sacerdotaux et organisent des processions. Dans tous les cas, les regroupements correspondent à un besoin de se retrouver, de faire masse pour se rassurer face à l'hostilité de l'appareil d'État et d'une partie de la population du Nord et à la précarité du quotidien. Les fêtes célébrées à grand renfort de tam-tam et d'alcool, au nez et à la barbe des forces de l'ordre, sont aussi une façon de se donner du courage et de se compter, pour imposer un rapport de force

un peu moins défavorable après les humiliations que doivent affronter chaque jour les individus.

Finalement, c'est bien l'ancrage nouveau d'une population différente qui est en train de se faire à Khartoum et dans les grandes villes du Nord. Les Sudistes n'y sont pas totalement nouveaux, puisque la capitale nationale a attiré et formé depuis l'Indépendance plusieurs générations d'élites du Sud : politiciens, militaires, avocats, journalistes, ecclésiastiques sont autant de planches de salut pour les déplacés de leur parentèle ou de leur village et assument face au pouvoir un rôle, même modeste, de contrepoids et de relais. Toutefois, les nouveaux venus, par leur masse, leur origine, les circonstances de leur arrivée, ne se contenteront pas de s'agréger à ces « Anciens » ; ils sont porteurs d'une nouvelle société « sudiste du Nord », aussi différente de celle du Nord que celle de leurs pères au Sud.

■ Les voies de l'avenir

En ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de ces sociétés, on peut déjà constater le passage du pouvoir, qui s'exerçait sur un groupe, à une autorité qui s'applique à un espace, qu'il s'agisse de circonscriptions administratives au Sud (districts, provinces, régions) ou de quartiers spontanés (bidonvilles) et organisés (camps de déplacés dits « camps de la paix » au Nord). Ce nouveau pouvoir à base territoriale transcende les limites ethniques, bien souvent mouvantes, à la fois du fait du nomadisme des principaux groupes et des recompositions permanentes dont ils sont l'objet, divisibles et fongibles à l'infini, au niveau des clans et des fractions.

Ainsi, on peut anticiper la fin de l'autarcie des « cattle-camps » où se déroulait la vie des groupes nilotiques, avec pour corollaire la banalisation du système pastoral. La vache, naguère liée à l'homme par tout un faisceau de liens magiques, tend à devenir une marchandise, qui doit être sacrifiée pour la survie de l'homme. Il n'est plus aussi honteux de vendre ou de manger les animaux, devant la nécessité de se procurer un revenu, ou de se séparer de son bétail pour s'enfuir ou être épargné par les voleurs qui se confondent souvent avec les

« rebelles ». Cette rupture des liens « consubstantiels » entre l'homme et l'animal ouvre aussi la voie à une recomposition sociale. Aux hiérarchies et aux solidarités des sociétés acéphales se substitue la reconnaissance de chefs dotés d'une légitimité nouvelle : non plus celle du lignage ou de la bravoure personnelle, mais celle du pouvoir et du savoir de type moderne, acquis sur les bancs de l'école, dans les bureaux de l'administration ou les casernes de l'armée⁸. Le groupe se charge d'un sens différent de celui de jadis, qui était complexe et riche de solidarités et de visions partagées du monde ; il devient le support d'un chef, d'une ambition, d'un projet politique ou de brigandage, rallié sur les bases d'un intérêt commun des individus, et non pas de l'ensemble des classes d'âge ou des hiérarchies traditionnelles. Il peut se fondre dans un projet politique transethnique, comme le SPLA, ou se réduire progressivement au noyau dur d'un clan, comme les Dinka Malwal de Kérubino Benyamin Bol dans le Bahr el-Ghazal (Johnson, 1991)⁹.

Le territoire prend lui aussi un sens nouveau, avec l'apparition de frontières imposées, créatrices de solidarités ou de ruptures qui séparent des groupes naguère unis. C'est ainsi que des Dinka Ngoc de la région d'Abyei se trouvent depuis 1948 inclus dans le territoire du Nord-Soudan. Le problème est connu et insoluble, tant il est vrai qu'une ligne comme une frontière ou une limite administrative, si soigneusement et équitablement choisie soit-elle, ne peut prendre en compte la totalité des identités. En revanche, elle est le produit d'une certaine conception, qui a privilégié un aspect (relations commerciales, allégeances politiques, parcours des troupeaux) et elle est, par là, créatrice d'autres évolutions dans la pratique de l'espace et des relations sociales.

⁸ Bien que ce soient souvent les fils de chef qui aient pu accéder à l'école missionnaire ou gouvernementale, puis à l'école secondaire de Rumbeck à partir de 1940, et pour finir à l'université de Khartoum, complétée éventuellement par des bourses d'études dans des universités européennes ou américaines. C'est le cas en particulier du Dr John Garang de Mabior, fils d'un chef dinka de Bor, devenu docteur en économie agricole de l'université de Géorgie (États-Unis).

⁹ Comme le montrent les prophètes Nuer ou, en Ouganda, l'expérience effrayante de l'Armée de résistance du Seigneur, de Joseph Kony, la modernité peut emprunter les masques plus ou moins réinventés de la tradition tribale ou prophétique lors des situations de crise.

La difficulté de l'administration au Soudan, comme ailleurs en Afrique, à s'adapter à la fois aux nécessités du quadrillage du territoire et à celles du respect des liens ethniques, est à l'origine de la *kokora* de 1983, c'est-à-dire la redivision de la région autonome du Sud en trois provinces, pour faire droit aux revendications des petites tribus sédentaires d'Equatoria qui s'estimaient brimées dans la répartition des postes de fonctionnaires par la « dinkacratie ». La superposition forcée d'une coloration ethnique sur les divisions administratives conduisit à un chassé-croisé de fonctionnaires victimes d'un mouvement d'épuration « ethno-administrative ». Si la migration forcée est le moment de la découverte de ces limites et de leur rôle (qu'il s'agisse des frontières internationales pour les réfugiés ou des limites administratives pour les déplacés), elle peut aussi marquer le déclenchement de leur contestation. Contestation de leur configuration ou, de manière plus radicale, de leur contenu ; l'installation des déplacés sudistes à Khartoum engendre une revendication d'égalité, en tant que citoyens soudanais, avec le respect de la dignité fondamentale de l'identité sudiste et plus généralement de toutes les identités ethniques présentes sur le territoire national. Le SPLA a d'emblée refusé la voie de l'ethnicité comme projet politique et a inscrit son combat dans un mouvement universel en faveur de l'égalité des citoyens et de la séparation de la religion et de l'État, avec un appel en faveur du fédéralisme.



Quelle que soit l'issue des combats au Soudan, les mutations introduites par les migrations forcées seront marquées par l'urbanisation du Sud, à partir des concentrations de déplacés dans les garnisons encerclées d'aujourd'hui, et par le développement sur les vastes étendues laissées en friches pendant la guerre, de la grande culture mécanisée. Le rêve du « grenier arabe » des années gâchées du boom pétrolier risque fort de voir le jour à la faveur de la guerre, avec le soutien des futurs dirigeants, sudistes comme nordistes. Devant le pactole à portée de main, le sort de la population du Sud ne pèsera pas lourd ; il est à craindre que les élevages de type ranch à bovins, ou la culture mécanisée du riz, de la canne à sucre, des protéagineux et des céréales, comme elle s'est développée au Nord, ne maintiennent la population déplacée éloignée de ses terres, tandis que viendront s'installer techniciens et colons du Nord, mieux rompus à ce type d'entreprises,

d'autant que la population du Sud aura diminué et perdu beaucoup de ses cadres.

Peut-on prévoir un brassage des sangs et, en tout cas, des cultures, qui rapprocherait le Sud du Nord ? Ce serait alors le pendant de la coloration sudiste que pourrait prendre le Nord à la faveur de l'installation définitive dans la zone aride des actuels déplacés venus du Sud : mouvement massif qui ne ferait qu'amplifier une tendance séculaire où, par le biais de l'esclavage et des concubines, le Sud apporte au Nord son sang négro-africain, ses coutumes et sa culture. À Khartoum en particulier, la dimension «sudiste» et chrétienne serait désormais impossible à effacer. Ultime paradoxe, alors qu'en Orient arabe, le christianisme est partout sur la défensive, sans être directement ni explicitement agressé, c'est au Soudan, base d'un régime islamique féroce et prosélyte, que le christianisme, porté par les épreuves et la migration forcée, se diffuse et s'ancre le plus profondément.

Les mutations qui sont aujourd'hui à l'œuvre dans tout le corps social soudanais permettent d'envisager que, derrière la violence destructrice qui ravage le pays, se dessinent peut-être, dans ces migrations forcées, les contours d'une société plus unie, en tout cas moins étrangère d'une composante à l'autre, et qui recherche, par-delà les interdits sociaux et les anathèmes politiques, les moyens d'une coexistence pacifique durable.

Bibliographie

Abderrahman (H.), 1992 —
The Displaced. The Effects of
Urbanization, *Sudanow*, mai 1992 :
34-35.

Abu Sin (M. E. H.), 1990 —
*Urban Process and Environmental
Changes in the Red Sea Province*,
article dactyl. présenté à la
conférence annuelle du projet
RESAP, Sinkat, 40 p.

Abu Sin (M.E. H.) et Davies (H.R.J.)
(ed), 1991 —
*The Future of Sudan's Capital
Region : A Study in Development And*

Change, Khartoum University Press,
269 p.

Al-Sawi (A.A. H.), 1996 —
*The Sudanese Dialogue on Identity
and National Unity. A New
Perspective*, Centre d'études
soudanaises, Le Caire, 100 p.

Amnesty International, 1995 —
*Soudan. Quel avenir pour les droits
de l'homme ?* EFAI, 132 p.

Catford (J.R.), 1953 —
The introduction of cotton as a cash
crop in the Maridi area of Equatoria,
Sudan Notes and Records, vol. 34 :
153-171.

- Collins (R.O.), 1983 —
Shadows in the Grass. Britain in the Southern Sudan, 1918-1956, Yale University Press, 458 p.
- Deng (F. M.), 1995 —
War of Visions. Conflict of Identities in the Sudan, Washington, 515 p.
- Fawzy (D.), 1991 —
« Les relations Nord-Sud à l'époque de la Turkiyya » in *Soudan, histoire, identités, idéologies*, Ithaca Press : 1-12.
- Harir (S.), 1994 —
« "Arab Belt" Versus "African Belt" ». Ethno-Cultural Conflict in Dar Fur and the Regional Cultural Factors », in *Short-Cut To Decay*, Uppsala : 144-185.
- Human Rights Watch/Africa, 1994 —
Civilian Devastation. Abuses by all Parties in the War in Southern Sudan, New York/Washington/Los Angeles/Londres.
- Hurreiz (S.H.) et Abdessalam (E. F.) (ed.), 1989 —
Ethnicity, Conflict and National Integration in The Sudan, Institute of African and Asian Studies, University of Khartoum, 361 p.
- Ibrahim Aali (H.) (ed.), 1995 —
Al-Tanawui' al-Thaqafi wa bina al-dawla al-wataniya fil-Sudan/ La diversité culturelle et la construction de L'État-nation au Soudan, Centre d'études soudanaises, Le Caire, 220 pages en Arabe + 116 en Anglais.
- Ibrahim (F.), 1984 —
« Ecological Imbalance in the Republic of the Sudan, with References to Desertification in Darfur », *Bayreuther Geowiss. Arbeiten*, 6, Bayreuth, 215 p.
- Ibrahim (F.), Ruppert (H.) et Awan Yath (Y.), 1991 —
« Identitätswandel bei den Seminomadischen Migranten in der Hauptstadt des Sudan, dargestellt am Beispiel der Zaghawa, der Dinka und der Nuer » in *Das Arabische Buch*, Berlin : 91 - 112.
- Johnson (D.), 1991 —
« Prophetic Visions of the Sudanese Civil War » in *Soudan, histoire, identités, idéologies*, Ithaca Press : 33-44.
- Lavergne (M.) (ed.), 1989 —
Le Soudan contemporain, Paris, Karthala, 625 p.
- Lavergne (M.), 1995 —
L'aménagement du Grand Khartoum, entre planification autoritaire et « droit à la Ville », *Annales de géographie*, Université Saint-Joseph, Beyrouth, vol. 16 : 75 - 115.
- Lavergne (M.), 1997 —
La Violence d'État comme mode de régulation de la croissance urbaine : le cas de Khartoum (Soudan), *Espaces, Populations, Sociétés*, n° 1 : 49-64.
- Lavergne (M.) et Marchal (R.) (ed.), 1997 —
Le Soudan. L'échec d'une expérience islamiste ?, *Politique Africaine* n° 66, Karthala.
- Mahmoud Hamid (G.), 1996 —
Population Displacement in the Sudan. Patterns, Responses, Coping Strategies, Center For Migration Studies, New York, 156 p.
- Médecins sans frontières —
Populations en danger, Rapports annuels, Paris, La Découverte.
- Miller (C.), 1989 —
« Langues et identités » in M. Lavergne (ed.), *Le Soudan contemporain*, Paris, Karthala : 87-108.

- Miller (C.), 1991 —
« Le changement linguistique à Juba et à Khartoum » in *Soudan, histoire, identités, idéologies*, Ithaca Press. : 153-180.
- Miller (C.), 1995 —
Migration vers la ville. L'exemple de At-Takamul, à Hajj Youssef, Khartoum (Soudan), *Cahiers d'Urbama* n° 27, Tours : 259-280.
- Peter (M.), 1993 —
« Vertriebene im eigenen Land – "Displaced Persons" aus dem Süd Sudan im Grossraum Khartum », in *Wuquf* n° 7-8, Hambourg, : 547-562.
- Sid Ahmed Gutbi (O.), 1990 —
Dockers of Port Sudan. From Pastoralists to Urban Workers, Article dactyl. présenté à la Conférence annuelle du projet Resap, Sinkat, 20 p.
- Suliman (M.), 1992 —
Environmental Degradation and Migration In Africa. The Predicament of Displaced People inside the Sudan, Institute for African Alternatives, Londres, 27 p.
- Tayssir (I.E.F.), 1990 —
Displaced Women and Children in Sudan, Expert Group Meeting on Refugee and Displaced women and children, Vienne.
- Trilsbach (A.), Hulme (M.), 1984 —
Recent Rainfall Changes in Central Sudan and their Physical and Human Implications, *Trans. Inst. Br. Geograph.*, n° 9 : 280-298.
- Wani Gore (P.), 1991 —
« Effects of Disasters on Population Redistribution » in *Disaster Prevention and Management in Sudan*, Khartoum University Press : 66-81.